

La guerre civile a déjà commencé



Ils passent pour des oiseaux de mauvais augure, ceux qui évoquent la guerre civile qui viendrait : Rioufol, Zemmour et quelques militaires, percevant les stigmates d'une société sous tension permanente. Comme si on attendait que la France entière s'embrace d'un coup pour parler de guerre civile. Ce ne sera pas le cas, comment cela pourrait-il arriver alors que des contrées entières, rurales ou peu urbanisées du territoire national, vivent encore dans des quiétudes devenues impensables dans les périphéries des grandes villes, avec des usages insouciantes qui n'ont plus cours ailleurs que dans les villages et petites villes préservés. Tout, au contraire, nous dit que la guerre civile a déjà commencé, une double guerre en fait. Celle, perceptible, même si les grands médias ne l'évoquent qu'avec parcimonie, contre un islam radical, peu combattu, exonéré même, au nom du refus d'un amalgame devenu tarte à la crème puisque de très nombreux observateurs ont

bien expliqué la problématique : l'islam radical est partie intégrante de l'islam. On évoque des « Français », on évite les patronymes trop voyants, mais la réalité est têtue, celle des prisons ou de ces quartiers où la Police ne va plus, ou ne va qu'en dispositif lourd.

La guerre, c'est cet état d'urgence devenu permanent, avec les militaires dans les rues, qui rassurent, mais qui symboliquement nous font ressembler à ces états dictatoriaux perpétuellement au bord du chaos social. Ce sont surtout ces attentats de masse, couplés à des faits divers sordides, viols, agressions au couteau, violences en réunion sur des victimes seules, le plus souvent blanches, devenus quotidiens et auxquels la population est sommée de s'habituer. On a de plus en plus de mal à en cacher auteurs et motivations, avec la contrainte devenue obligatoire pour la presse, de trouver de nouvelles sémantiques pour masquer une réalité liée à une volonté farouche d'imposition de la charia. Sont nés, les « déséquilibrés », les « jeunes », les « français », les « racailles », ou même l'absence de dénomination, qui ne trompent plus grand monde, alors que l'on sait toujours tout du pedigree des victimes. Les affaires de burkini, d'agressions de femmes aux tenues trop légères, de voiles, de burqas, les attaques en direction de lieux non halal, bars à alcool, cimetières chrétiens, églises et en retour les quelques affaires de lardons, de têtes de cochons et d'inscriptions vengeresses, sans parler de la manière corse, témoignent bel et bien de l'affrontement civilisationnel en cours, notamment dans les lieux où les proportions démographiques se sont inversées entre arrivants des dernières décennies et autochtones. Les mêmes processus, à divers degrés, sont à l'oeuvre dans toute l'Europe, avec des offensives en direction de l'imposition de la charia, une police illégale de la charia, en Allemagne, dont les femmes sont les premières victimes, assorties de réactions des locaux, sous forme de brigades contre-offensives, les soldats d'Odin par exemple.

Moins médiatisés, les incendies et saccages d'écoles, de lieux

de culture, sont un paramètre relativement récent et entrant parfaitement dans le cadre de la guerre évoquée. La manière connue du fondamentalisme religieux, à l'oeuvre sur les bouddhas afghans, ou à Palmyre, celle qui consiste à détruire ce qui est anté-mahométan, s'applique aussi à notre territoire national. D'ailleurs l'organisation islamique a menacé directement les professeurs de l'école française, propagateurs du savoir impie, de l'avènement de la vie par l'alchimie moléculaire et cellulaire, en lieu et place de la création divine. Et les sbires zélés mettent en musique, au point que toutes les écoles de France sont désormais barricadées, par décret. Comme si des serrures municipales pouvaient dissuader un commando déterminé ? Dans les pires régimes totalitaires également, sous Hitler, Polpot ou Staline, on s'en est pris aux livres, à la culture et à la science, qui élèvent les hommes au-dessus de l'obscurantisme et du pouvoir religieux. Double guerre, car le peuple ne peut plus compter, pour être défendu, sur un gouvernement ne représentant désormais plus personne et dont on se demande en permanence qui il soutient dans cet affrontement encore embryonnaire, mais bien effectif. On se gratte la tête quand on entend une ministre dénoncer le repli identitaire des Français, sans évoquer le moins du monde le repli identitaire en cours dans certains quartiers du territoire national, désormais régis par la charia, il faut bien finir par se l'avouer. On reste dubitatif devant la possibilité faite aux imams les plus radicaux de continuer à déverser leur haine anti-française en public. On s'interroge devant la propension à favoriser la progression de l'islam et même à évoquer un « islam de France », pure vue de l'esprit pour qui connaît l'Oumma et a entendu le discours d'Erdogan à Strasbourg. Mais encore, quel genre de procès peut-on faire à Eric Zemmour, alors que rien dans le droit français n'interdit de critiquer une religion, sauf à examiner ses propos sous l'angle de la charia ?

Pour toutes ces raisons vérifiables sur le terrain, la guerre a déjà commencé et les meneurs, de ce côté-ci de la République et de la démocratie, se retrouvent comme les Résistants, à

devoir la mener avec des moyens dérisoires et dans l'ombre, à la fois contre l'ennemi et contre leur propre état, collaborateur naïf, aveuglé, autant que zélé. Reste à savoir comment se répartiront les forces en présence, entre ceux d'une origine extérieure qui préféreront le mode de vie occidental plutôt qu'être rattrapés ici par ce qu'ils ont fui. Et les Français attachés à leur pays, à qui on ne laisse pour l'instant guère d'autre possibilité que de courber l'échine, mais qui, historiquement, n'ont jamais fui en laissant femmes et enfants en première ligne.

Pierre Duriot